



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DIATAN 2000**

Cantinolle  
347 avenue du Médoc  
33320 Eysines

Références : 26-383  
Code AIOT : 0005200744

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement DIATAN 2000 implanté Cantinolle 347, avenue du Médoc 33320 Eysines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIATAN 2000
- Cantinolle 347, avenue du Médoc 33320 Eysines
- Code AIOT : 0005200744
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DIATAN 2000 bénéficie pour son site, sis 347, avenue du Médoc, 33 320 EYSINES :

- d'une autorisation par arrêté préfectoral du 19 juin 1987 pour l'exploitation d'un établissement de démolition automobile sur les parcelles cadastrales de numéro 1 et 2, section AA ;
- d'un agrément d'exploitation par arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, modifié par arrêté préfectoral du 10 février 2020.

La société DIATAN 2000 a fait l'objet, en date du 25 novembre 2013, d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, portant sur les activités de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) et de véhicules à risque pour l'environnement :

- réalisées sur la commune de « Le Taillan-Médoc » et, plus précisément, sur les parcelles cadastrales 1, 2, 75 et 76, section AP d'une superficie totale de 20 500 m<sup>2</sup> ;
- connexes des activités connues de l'administration sur le site voisin d'Eysines, et relevant de la réglementation des ICPE ;
- réalisées sans autorisation ni agrément, et n'ayant jamais été portées à la connaissance de Mme la Préfète ;
- ayant fait l'objet de constats de non-conformités récurrentes lors des inspections en date du 25 septembre 2013, puis du 11 avril 2019, 9 octobre 2019 et 8 janvier 2020 ;

Suite à l'inspection du 11 avril 2019, et au constat de non-respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure de 2013, la société DIATAN 2000 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral infligeant une astreinte administrative, daté du 19 juin 2019.

Cette astreinte a été liquidée à 3 reprises.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués
- VHU

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 25/11/2013, article 1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation	AP de Mise en	Susceptible de suites	Levée d'astreinte,

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	administrative	Demeure du 25/11/2013, article 1		Levée de mise en demeure
3	Contractualisation éco-organisme	Code de l'environnement du 28/04/2026, article R. 543-155-1	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
5	Curage débourbeur-déshuileur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Levée de mise en demeure
6	Surfaces imperméables – VHU et pièces	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	/	Levée de mise en demeure
7	Surfaces imperméables – attente d'expertise	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nature des activités sur les parcelles d'Eysines et du Taillan-Médoc sont désormais bien distinctes :

- à Eysines, sur les parcelles pour laquelle l'activité de centre VHU est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 juin 1987, des aires d'entreposage, de démontage et de dépollution des véhicules hors d'usage ;
- au Taillan-Médoc, une aire de stationnement de véhicules d'occasion non accidentés ou très légèrement accidentés, tous propriété de la société DIATAN 2000 en vue de leur revente à des professionnels.

Les activités de centre VHU et de négoce de véhicules d'occasion sont à ce jour clairement identifiables et ne s'entremêlent pas, ce qui permet de lever le doute quant à l'exercice d'activités relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur les parcelles non autorisées du Taillan-Médoc. La transmission du diagnostic de pollution et le cas échéant la réhabilitation des zones polluées permettra de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 novembre 2013 et les sanctions qui s'y rapportent.

L'exploitation du centre VHU sur les parcelles d'Eysines est conforme sur les points contrôlés ce qui permet de lever les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 27 juin 2019.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/11/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société DIATAN 2000 [...] est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en déposant à la Préfecture un dossier de demande d'enregistrement [...]</li> <li>- en cessant ses activités [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Sur place, l'inspection constate que, sur les parcelles situées sur la commune du Taillan-Médoc, les véhicules entreposés ne peuvent pas être qualifiés "hors d'usage". Il s'agit selon l'exploitant de véhicules d'occasion, achetés à des particuliers ou à des garages et mis à la vente auprès de professionnels. Les gendarmes présents lors de l'inspection constatent dans le même temps, par recherche dans le Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV), que la quarantaine de véhicules scannés par sondage sont bien la propriété de la société DIATAN 2000, sans mention d'intention de destruction, ce qui confirme l'activité de négoce de véhicules d'occasion sur ces parcelles. L'exploitant indique que certains véhicules, s'ils ne connaissent aucune demande sur le marché et qu'ils sont entreposés depuis trop longtemps sur le site, sont finalement dépollués sur les parcelles de la commune d'Eysines sur lesquelles l'activité (rubrique 2712) est autorisée. Dans ce cas, la société, propriétaire du véhicule, déclare une intention de destruction au SIV. L'inspection a pu constater les documents de mise en œuvre de cette procédure sur un véhicule ayant récemment connu ce parcours au sein de l'établissement.</p> <p>Sur les parcelles du Taillan-Médoc, l'inspection constate la présence de quelques lots de portières dans des racks. L'exploitant indique que ce sont des pièces entreposées temporairement du fait de travaux suite à des dégâts de tempête dans le bâtiment où ces portières sont supposées être entreposées. Cela ne constitue pas une non-conformité, mais pour conserver la dissociation claire des activités démontage/dépollution (parcelles d'Eysines) et négoce de véhicules d'occasion (parcelles du Taillan-Médoc), il est demandé à l'exploitant de transférer ces portières sur les zones de démontage/dépollution dès que possible.</p> <p>La mise en demeure et les sanctions associées peuvent être levées sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

## N° 2 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/11/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, L512-7-6 – diagnostic de pollution

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique se souvenir de sondages réalisés il y a plusieurs années sur le site en vue du diagnostic de pollution, mais n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de retrouver l'éventuel rapport associé.</p> <p>La levée définitive de la mise en demeure du 25 novembre 2013 et de l'astreinte du 27 juin 2019 qui s'y rapporte est subordonnée à la justification de l'absence de pollution du sol ou de la réalisation de travaux de dépollution.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous un mois, les documents justifiant de la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols sur les parcelles du Taillan-Médoc.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Contractualisation éco-organisme

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/04/2026, article R. 543-155-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, REP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26. Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a contractualisé avec l'éco-organisme Recycler Mon Véhicule et possède le numéro d'agrément PR 33 00016 D.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : (...)</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matières en suspension : 35 mg/l.</li> <li>• DCO : 125 mg/l ;</li> <li>• DBO5 : 30 mg/l.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li> <li>• Plomb : 0,5 mg/l ;</li> <li>• Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</li> <li>• Métaux totaux : 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bulletins d'analyse réalisés par le laboratoire départemental d'analyse et de recherche Dordogne Périgord concernant les prélèvements du 4 juin 2025 et du 22 décembre 2025 ont été consultés sur place par l'inspection des installations classées. Ils n'appellent pas de remarque. Les déclarations sur GIDAF sont réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Curage débourbeur-déshuileur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection a consulté la facture d'intervention en date du 24 octobre 2025 et le bordereau de suivi de déchets BSD-20251023-DGSMRVCAP justifiant le curage du débourbeur-déshuileur il y a moins d'un an.</p> <p>Le point de mise en demeure associé dans l'arrêté du 27 juin 2019 peut être levé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 6 : Surfaces imperméables – VHU et pièces**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau et sol</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection constate que l'ensemble de la zone d'entreposage et de dépollution des VHU ainsi que d'entreposage de pièces issues de la dépollution est imperméable. Les cuves de fluides issus de la dépollution sont placées dans des rétentions maçonnées correctement dimensionnées. Les véhicules entreposés sur les parcelles du Taillan-Médoc ne sont pas hors d'usage et ne sont donc pas concernés par cette prescription.</p> <p>Le point de mise en demeure associé dans l'arrêté du 27 juin 2019 peut être levé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure
---

**N° 7 :** Surfaces imperméables – attente d’expertise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau et sol
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant indique avoir arrêté il y a plusieurs années ses contrats avec les assureurs car les conditions contractuelles ne lui convenaient pas. Les VHU réceptionnés sur le site sont donc apportés directement par leur propriétaire.
--

A ce titre, aucune zone dédiée aux véhicules accidentés en attente d'expertise n'est identifiée.
--

Le point de mise en demeure associé dans l'arrêté du 27 juin 2019 peut être levé.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure
---